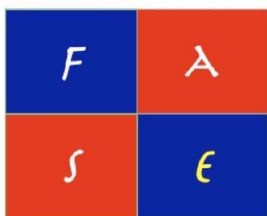


FASE II : Cycle 2009 du Forum Académique sur la Sécurité en Europe 21 et 22 avril 2009 – IHEE

"La communauté transatlantique élargie, une garantie puissante de stabilité?"



Compte-rendu de l'intervention d'**Henri de Grossouvre**, directeur du **Forum Carolus**, think tank européen à Strasbourg - Mardi 21 avril, 11h45



FORUM ACADEMIQUE SUR LA SECURITE EN EUROPE



www.forum-carolus.org

« Les intérêts stratégiques de la France et de l'UE vis-à-vis des États-Unis et de la Russie au sein d'une Alliance redéfinie »

Alors que la raison d'être même de l'OTAN aurait pu être remise en cause à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique et du pacte de Varsovie, l'alliance atlantique a été renouvelée par l'élargissement à l'Est. Mais que signifie aujourd'hui une alliance à 26 voire demain à 30 dans laquelle les nouveaux entrants apportent des moyens de défenses négligeables tout en alourdissant le fardeau sécuritaire de l'alliance ? A court terme les postes de commandement qui vont être attribués à la France vont modifier l'alliance et permettre au couple franco-allemand de peser au sein de l'OTAN comme cela a été le cas au sommet de Bucarest et à celui de Strasbourg-Kehl.

Des pays comme par exemple l'Italie, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne sont des alliés surs de Washington et de l'OTAN mais ont aussi des intérêts économiques et stratégiques, voire culturels envers une Russie dont les tensions avec l'alliance en général et Washington en particulier s'accroissent.

Face à cette double contrainte, quelles pourraient être les modalités d'une nouvelle alliance qui soit un réel vecteur de stabilité régionale ?



M. **Henri de Grossouvre** a eu l'honneur d'ouvrir la liste des interventions au programme de cette 2^{ème} édition du Forum Académique sur la Sécurité en Europe, après le message d'introduction du Professeur **Eric Maulin**. Celui-ci a félicité l'association RETE-IHEE et son comité de direction pour s'être de nouveau intéressé à un sujet aussi audacieux, avec la liberté de parole qui caractérise l'Université. C'est en effet le succès de la première édition de FASE en 2008 qui a poussé les différents protagonistes à reconduire l'expérience passée. La perspective du Sommet de l'OTAN a également orienté le choix du thème proposé pour cette édition 2009.

Martin Mlodecki, directeur de la section Alumni RETE-IHEE a remercié toute l'équipe qui a soigneusement organisé l'évènement, ainsi que l'ensemble des partenaires qui ont rendu possible ces deux journées de conférence et de débat et qui seront sans doute un gage de la qualité des débats. Ceux-ci ont légitimement lieu à Strasbourg, capitale européenne et organisatrice du 60^{ème} anniversaire de l'OTAN cette année. Martin Mlodecki a également lancé un appel à l'Université de Strasbourg pour soutenir les éditions à venir en prenant le relai de l'URS avant de présenter l'ordre du jour.

Giovanni Faleg, ancien étudiant de l'IHEE et président de FASE, a quant à lui souligné l'importance de la durabilité du projet FASE, dont l'édition 2010 est déjà en préparation (www.fase-rete.eu). Il est revenu sur le concept de stabilité -au cœur des débats- et sur celui de sécurité, avec une question : l'accroissement de la sécurité en Europe est-il compatible avec l'action de l'OTAN ?

Il ne s'agira pas durant ce colloque d'apporter des réponses définitives mais bel et bien de comprendre les enjeux réels, avec l'aide de tous les experts mobilisés pour l'occasion, et d'user de son droit de réponse lors des débats.



Henri de Grossouvre a commencé son intervention en remerciant l'ensemble des organisateurs pour l'avoir invité à participer en tant qu'expert des questions d'axes stratégiques à l'échelle mondiale, puis il a salué la dimension internationale de ce colloque ainsi que la participation étrangère en français.

L'objet de l'exposé ici retranscrit a ensuite été présenté. Il s'agit de s'interroger sur **les possibilités d'arbitrage au niveau international entre les intérêts divergents qui traversent l'Union Européenne – et les pays qui la composent- les États-Unis et la Russie**. L'OTAN rénovée devra nécessairement prendre en compte la nouvelle donne mondiale selon laquelle des relations économiques de plus en plus étroites se nouent entre des pays européens membres de l'OTAN (comme l'Allemagne, la France ou l'Italie) – fidèles alliés des États-Unis – et la Russie, en dehors de l'alliance.

Henri de Grossouvre a ensuite fait référence à une phrase du président Nicolas Sarkozy, prononcée à l'occasion de la Conférence des Ambassadeurs le 27 août 2008 : « *Je souhaite que nous avançons de front dans les prochains mois vers le renforcement de l'Europe de la défense et vers la rénovation de l'OTAN* ». La phrase du Président, initiateur de la **réintégration de la France dans le commandement armé de l'OTAN**, contient selon l'intervenant toute la problématique traitée par ce colloque ainsi que toutes les ambiguïtés de la situation mondiale actuelle en terme de sécurité. Il s'agirait d'abord pour la France de renforcer la défense dans un cadre européen, pourtant elle prend la décision de réintégrer l'OTAN, signe fort en direction des États-Unis.

Deux opinions se sont violemment opposées au sein du débat qui a fait rage suite à l'annonce de la réintégration française dans l'OTAN. D'une part les opposants – pour la plupart dans une ligne gaulliste - pour qui cette révolution conduirait la France à « *perdre son âme* ». C'est le cas de Dominique de Villepin. D'autre part, les partisans, ceux pour qui cette réintégration permettrait à la France de ne plus « *avoir l'air de jouer un double jeu* », avec seulement un pied dans l'OTAN mais un pied quand même.

D'un point de vue technique, la réintégration ne change pas fondamentalement la donne, il n'y donc pas lieu de parler de « révolution », selon Henri de Grossouvre. Au contraire, cette démarche s'inscrit dans une certaine logique et dans une continuité. Le mouvement de réintégration avait été initié dès les années 70, puis poursuivi dans les années 80 et 90 avec Jacques Chirac, pour atteindre son point d'orgue en 2008 avec Nicolas Sarkozy.

A l'époque du Général De Gaulle, la posture française pouvait se résumer ainsi : « La France ne veut pas être entraînée dans des guerres qui ne sont pas les siennes ». On a pu observer une évolution par la suite, avec la participation de la France au désamorçage de la crise de Cuba. A partir de la chute du mur de Berlin et de la réunification qui a ouvert la voie à une alliance élargie, la France a participé à de nombreuses missions dans le cadre de l'OTAN.

Sur le plan de la résonance politique par contre, ce choix marque un profond changement dans le monde des relations internationales.

H. de Grossouvre a ensuite évoqué les **conséquences de l'élargissement de l'OTAN** aux pays d'Europe centrale et orientale pour l'organisation atlantique, suite à l'effondrement de l'ordre bipolaire. La nature et la vocation de l'alliance ont changé. L'OTAN a-t-elle encore une raison d'être après la chute du bloc soviétique, alors même que les causes de son existence ont disparu ? L'OTAN a en fait été sauvée par la volonté d'intégration des pays du triangle de Višegrad, qui après 50 années ou presque passées sous le joug soviétique, doivent désormais assurer seuls leur propre défense et se tournent immédiatement vers l'OTAN plutôt que vers l'Europe dont la politique de défense est balbutiante.

Il reste qu'en pratique, l'OTAN est passée « *d'une conception géographique à une défense de type expéditionnaire* ».

Plus ses contours s'élargissent plus sa structure et sa stratégie deviennent floues, conduisant de nombreux observateurs à s'interroger sur ce qu'est vraiment cette alliance nouvelle. H. de Grossouvre a par exemple cité Richard Pearl, qui a qualifié de façon implicite l'OTAN « d'ONU armée ». Seul l'avenir nous dira quel sera le vrai visage de l'OTAN.

La France n'aurait pourtant pas intérêt à favoriser cette tendance de l'OTAN vers un bras armé de l'ONU, car elle tient une place déjà forte dans l'ONU et soutient par ailleurs la candidature de l'Allemagne à un siège au conseil de sécurité.

L'intervenant a également ouvert le débat sur **les nouvelles relations avec la Russie**, qui pose un problème stratégique frontal.

H. de Grossouvre souligne d'abord que la coopération entre pays européens et Russie dans les domaines stratégiques et énergétiques est historiquement et géographiquement naturelle.

Il n'empêche que les gouvernements européens ont des attitudes et des positions parfois divergentes vis-à-vis de la Russie, héritées de la guerre froide.

Les discours et la réalité s'éloignent parfois également : les gouvernements de Nicolas Sarkozy, Angela Merkel ou encore Silvio Berlusconi sont sur le papier des gouvernements très atlantistes. La réalité politique et économique, ainsi que les règles du jeu imposées par le monde des relations internationales, les poussent à se rapprocher de plus en plus de la Russie. Même la Grande-Bretagne, qui malgré sa « special-relationship », se tourne vers la Russie. Pour preuve, Mandelson, après avoir quitté la Commission Européenne pour le gouvernement britannique, a ouvertement déclaré dans une conférence de presse que l'Angleterre perd son temps à bouder la Russie. Nicolas Sarkozy est quant à lui aujourd'hui l'un des dirigeants les mieux vus en Asie et en Russie – un vrai grand écart...

Ces contradictions sont, selon Henri de Grossouvre, tout sauf une source de stabilité.

Enfin, H. de Grossouvre a évoqué **le cas du couple franco-allemand**, pour **relativiser l'idée communément répandue actuellement selon laquelle l'axe mythique serait en panne**.

Certes, dans une Europe élargie, le couple franco-allemand n'a plus la même vocation ni la même efficacité. Mais dans les coulisses, le couple est bien présent et toujours actif lors des grandes occasions. « *C'est bien connu, faire les choses sans les dire est toujours mieux que de les dire sans les faire* ».

A l'issue du sommet de Bucarest, dernière réunion en date des pays membres de l'OTAN, la France et l'Allemagne avaient pour la première fois écarté ensemble la proposition américaine d'intégrer la Géorgie et l'Ukraine dans le MAP. La France s'était ralliée à l'opinion du Ministre des Affaires Étrangères allemand et avait soutenu son homologue. Lors de la crise de 2001 consécutive à l'effondrement des Twin Towers, l'Allemagne s'était ralliée à la France, opposée à la guerre en Irak.

En 2009, deux pays organisent pour la première fois conjointement le sommet de l'OTAN – la France et l'Allemagne, et imposent leur propre ordre du jour.

L'axe franco-allemand s'est également largement exprimé à l'occasion du sommet anticrise en 2009, les deux pays ayant fixé une fois de plus ensemble l'agenda. Le rôle du couple Sarkozy-Merkel a par contre été exagéré, selon l'intervenant, lors du G20 à Londres.

Ainsi, bien que rien en apparence ne rapprochent les deux dirigeants actuels (Sarkozy étant un homme de politique intérieure, relativement ignorant et désintéressé des problématiques allemandes).

Pour conclure, Henri de Grossouvre a précisé que si tout semble possible aujourd'hui, la conciliation des intérêts à l'échelle mondiale en terme de sécurité est loin d'être écrite. L'OTAN est devenue un organisme bureaucratique lourd. Sa survie n'est d'ailleurs plus légitimée par l'ordre international mais inscrite dans les structures mêmes de l'organisation, de plus en plus lourdes. Reste à définir une vraie nouvelle stratégie pour l'alliance élargie.

Henri de Grossouvre a conclu sur une citation de l'un des plus grands stratèges américains sous la présidence Carter, Zbigniew Brzezinski, dans Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde (1997): «L'Europe peut faire beaucoup plus pour sa défense, à condition qu'elle n'acquière pas une autonomie telle qu'elle mette en danger ses liens avec l'Amérique ». On peut y voir la contradiction -américaine cette fois-ci- entre d'une part les encouragements américains à approfondir la défense dans le cadre européen, et la difficulté d'autre part à se départir de son rôle de « sheriff mondial » en accordant à l'Europe une vraie indépendance en matière de défense.



Compte-rendu du débat

Les débats ont notamment porté sur **l'opposition fondamentale entre les conceptions stratégique américaines et européennes** et la possibilité de les concilier à travers une action de défense coordonnées à l'échelle mondiale. Les États-Unis voient la guerre comme un acte scientifique et essentiellement militaire, conformément à la conception dite Jominienne, alors que pour les Européen, elle est acte politique (« *La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens* », Clausewitz).

Il est toujours possible de trouver des accords pragmatiques et ponctuels permettant de développer des actions, mais c'est la parité de pouvoir qui permet de construire une structure bilatérale solide. De ce point de vue là, l'OTAN semble à l'unanimité avoir des progrès à faire...

Le **discours « postmoderne » des institutions européennes**, qui se présentent aujourd'hui systématiquement comme un empire des normes et refusent l'idée de puissance, a également été remis en cause par H. de Grossouvre. Le monde des relations internationales n'est pas celui des bons sentiments, au contraire, il est fait de rapports de force et chacun y défend ses intérêts vitaux pour lui-même car aucun autre État en principe ne le fera à sa place.

Un État ne peut pas renoncer à sa propre défense, mais cela n'empêche pas de construire parallèlement un système basé sur le droit et respectueux des droits.

Le positionnement problématique de l'Europe entre est et ouest a été souligné. L'Europe devra-t-elle se décider à appartenir à une puissance ? Si l'on s'en tient à l'opposition classique entre puissance terrestre et puissance maritime, entre Est et Ouest, on s'aperçoit que les intérêts à la fois stratégiques et culturels de l'Europe sont doubles, qu'elle balance inconditionnellement entre les deux. Tout l'enjeu sera de savoir tirer le meilleur parti pour exister entre les deux géants voisins.

La France quant à elle pourrait mettre à profit sa force de dissuasion nucléaire (comme elle l'a fait récemment en Géorgie).

La **possibilité d'une adhésion de la Russie à l'OTAN** a également été analysée. Pour l'opinion publique russe, il semble que l'OTAN soit synonyme d'instabilité. Cette question est en fait liée à celle de la définition d'une finalité pour l'OTAN : s'il s'agit par exemple de lutter de manière armée et de façon coordonnée contre le terrorisme, pourquoi la Chine et la Russie resteraient-elles en dehors de l'alliance, elles-mêmes confrontées en premier lieu à ce problème dans leur pays ?

L'Europe n'a d'ailleurs pas saisi la main tendue de la Russie après 2001 qui proposait d'unir les forces européennes, américaines et russes sur ce terrain. Les institutions européennes ont refusé cette aide en adoptant une position « dogmatique », comme souvent quand il s'agit de questions liées à la sécurité et à la défense.

L'entrée de la Russie, vieux rêve de la Pologne, marquerait pour ses partisans le dépassement des divisions ancestrales entre d'un côté un monde slave à l'est et de l'autre un monde occidental à l'ouest, entre catholiques et orthodoxes... Les facteurs de division ne manquent pas et la thèse du choc des civilisations pourrait bien être fatale à l'Europe.

Le cas de la Chine a été évoqué dans cette perspective. La Chine n'est-elle pas la principale menace future pour l'Europe ? Ne faut-il pas dans cette perspective se lier avec la Russie et reconstituer la grande famille qu'est le continent européen ?

La France a-t-elle un concept stratégique structurant à proposer à l'heure actuelle à l'UE et à l'OTAN ?

Le refus de s'engager dans les zones dangereuses semble pour l'instant guider la stratégie française et allemande. Il semble que les européens représentent davantage une force de résistance qu'une force de proposition, malgré quelques tentatives (notamment le Benelux).

Les Anglais tiendront-ils leur promesse de relancer l'Europe si la France réintègre l'OTAN ?

Compte rendu par Clarisse Bargain
Étudiante à l'HEE
Stagiaire au Forum Carolus

